



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Décembre 2021

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	3
II. PRODUCTION.....	3
II.1. Indice de la production industrielle.....	3
II.2. Café.....	3
II.3. Thé.....	3
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION.....	4
IV. COMMERCE EXTERIEUR.....	4
IV.1. Exportations.....	5
IV.2. Importations.....	5
V. TAUX DE CHANGE.....	6
VI. FINANCES PUBLIQUES.....	6
VI.2. Dépenses.....	6
VI.3. Dette publique.....	6
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES.....	7
VII.1. Base monétaire.....	7
VII.2. Masse monétaire.....	7
VII.3. Contreparties de la masse monétaire.....	8
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	9
VIII. 1. Emplois.....	9
VIII. 2. Ressources.....	9
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE.....	9
IX. 1. Adéquation des fonds propres.....	9
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits.....	10
IX.3. Concentration du portefeuille crédit.....	10
IX. 4. Rentabilité.....	10
IX. 5. Liquidité.....	10
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS.....	1
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	10
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS.....	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques, ci-après, portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire, à fin décembre 2021.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par une augmentation de la production industrielle tandis que les apports de café parche et la production de thé en feuilles vertes ont diminué. S'agissant des prix à la consommation, l'inflation s'est accrue par rapport à la même période de 2020.

Le déficit de la balance commerciale s'est davantage détérioré. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au Dollar américain. Par contre, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est amélioré.

Concernant le secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté. Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru. Les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. S'agissant de la stabilité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé. Les ratios de solvabilité ont légèrement augmenté tandis que ceux de rentabilité ont légèrement diminué.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a augmenté, tandis que les apports de café parche et la

production de thé en feuilles vertes ont diminué au mois de décembre 2021.

II.1. Indice de la production industrielle

L'indice de la production industrielle a augmenté de 21,5% au mois de décembre 2021, s'établissant à 168,1 contre 138,3 au mois correspondant de 2020, essentiellement en rapport avec l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+27,0%) et de cigarettes (+2,8%).

Par rapport au mois précédent, cet indice s'est accru de 14,7%, principalement en liaison avec l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (+57,2%), partiellement contrebalancée par la fin de la campagne de production sucrière et la diminution de la production de cigarettes (-16,9%).

II.2. Café

Les apports du café en parche de la campagne café 2021/2022 ont diminué de 38,9% à fin décembre 2021 par rapport à la même période de la campagne précédente, s'établissant à 11.360,3 contre 18.580,1 tonnes. Cette baisse est liée à la cyclicité du caféier.

II.3. Thé

En glissement annuel, la production du thé en feuilles vertes a légèrement diminué de 2,3% au mois de décembre 2021, se fixant à 4.875,4 contre 4.989,5 tonnes à la même période 2020, en liaison avec la mauvaise pluviosité. Par contre, la production cumulée a légèrement augmenté de 1,7%, s'établissant à 52.124,9 contre 51.240,0 tonnes à fin décembre 2020.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En glissement annuel, l'inflation globale a augmenté, s'établissant à 10,0% au mois de décembre 2021 contre 8,0% à la même période de l'année précédente. Cette augmentation a, principalement, concerné l'inflation non alimentaire (10,5 contre 2,5%) tandis que l'inflation alimentaire a décéléré (9,6 contre 13,2%).

Taux d'inflation (en %) (IPC : base 2016/2017 =100)

	déc-20		déc-21	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	123,1	8,0	135,4	10,0
1. Inflation alimentaire	125,0	13,2	137,0	9,6
- Pains et céréales	121,7	0,3	142,6	17,2
- Viande	149,8	16,1	171,0	14,2
- Poissons et Fruits de mer	149,0	4,9	137,2	-7,9
- Lait, fromage et œuf	124,4	9,0	135,3	8,8
- Huiles et graisses	114,8	-1,0	178,5	55,5
- Fruits	150,0	41,4	148,7	-0,9
- Légumes	122,7	24,6	125,7	2,4
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	110,1	0,4	114,2	3,7
- Produits alimentaires n.c.a	128,5	5,3	129,5	0,8
2. Produits non alimentaires	121,0	2,5	133,7	10,5
- Boissons alcoolisées et Tabac	115,0	1,0	126,6	10,1
- Articles d'habillement et articles chaussants	129,6	6,4	139,8	7,9
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	128,1	4,7	146,0	14,0
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	124,2	3,7	142,1	14,4
- Santé	122,4	3,6	169,3	38,3
- Transport	116,3	-0,2	121,0	4,0
- Communications	101,4	-0,7	110,0	8,5
- Loisirs et culture	129,1	0,5	129,1	0,0
- Enseignement	142,0	0,1	151,4	6,6
- Restaurants et hôtels	114,7	0,8	121,5	5,9
- Biens et services divers	122,7	4,3	129,6	5,6
Energie, carburant et combustibles	144,5	7,4	166,0	14,9
3. Inflation Sous-jacente	120,2	2,2	137,1	14,1

Source : BRB à partir des données de l'ISTEEBU.

L'augmentation de l'inflation non alimentaire a, principalement, concerné les sous-rubriques « Santé » (38,0% contre 3,9%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (14,4% contre 3,7%), « Boissons alcoolisées et

Tabac » (10,1% contre 1,0%), « Enseignement » (6,6% contre 0,1%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (14,0% contre 4,7%) et ceux de la sous rubrique « Restaurants et hôtels » (+5,8% contre 0,8%).

La décélération de l'inflation alimentaire a résulté de l'évolution contrastée des prix de ces principales sous rubriques. En effet, les prix des rubriques « Fruits » (-0,9 contre +41,4 %), « Poissons et Fruits de mer » (-7,9 contre +4,9%), « Légumes » (+2,4 contre +24,6), « viande » (2,4 contre 24,6%) et ceux de la sous rubrique « lait, fromage et œufs (8,8 contre 9,0%) ont ralenti leur rythme de progression qui ont l'emporté sur l'augmentation des prix des sous - rubriques « huiles et graisses » (+55,5 contre -1,0%) et « Pains et Céréales » (+17,2 contre + 0,3%).

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente, a augmenté au mois de décembre 2021 comparée à la même période de l'année précédente, se fixant à 14,1 contre 2,2%.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

A la fin de l'année 2021, le déficit de la balance commerciale a atteint 1.709,0 contre 1.430,9 milliards de BIF à la fin de l'année précédente. Cette détérioration est expliquée par une forte augmentation des importations (2.035,3 contre 1.741,9 milliards de BIF) largement supérieures à la hausse des exportations (326,2 contre 311,0 milliards de BIF).

IV.1. Exportations

Les exportations cumulées ont augmenté de 4,9 % en valeur à fin décembre 2021 tandis qu'elles ont diminué de 3,2% en volume.

En valeur, cette augmentation a porté aussi bien sur les exportations des produits primaires (216.238,4 contre 210.716,9 MBIF) que sur les exportations des produits manufacturés (110.008,7 contre 100.276,3 MBIF).

La hausse des exportations des produits primaires a, principalement, concerné les minerais de niobium (27.072,2 contre 12.389,7 MBIF) et le thé (45.394,7 contre 40.192,4 MBIF). En revanche, les exportations de l'or non monétaire (80.170,5 contre 88.036,5 MBIF) et de café (54.427,9 contre 58.726,9 MBIF) ont baissé, d'une année à l'autre.

L'augmentation des exportations des produits manufacturés a, principalement, porté sur les bières (14.086,7 contre 8.886,9 MBIF), les bouteilles en verres foncés (7.660,8 contre 5.163,7 MBIF) et les produits classés « Autres » (58.222,5 contre 48.386,9 MBIF). Toutefois, les exportations de la farine de blé ont baissé, s'établissant à 10.655,5 contre 17.656,2 MBIF.

En volume, la diminution des exportations a porté sur les produits primaires (35.194 contre 44.500 tonnes) tandis que le volume des produits manufacturés a augmenté (67.305 contre 61.358 tonnes).

IV.2. Importations

En glissement annuel, les importations ont augmenté de 16,8% en valeur à la fin de l'année 2021 et de 13,3% en volume.

En valeur, l'augmentation des importations a concerné toutes les catégories de biens à savoir: les biens de production (933.268,9 contre 750.547,4 MBIF), de consommation (714.574,5 contre 626.575,0 MBIF) et d'équipement (387.420,3 contre 364.785,0 MBIF).

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, porté sur les huiles minérales (329.495,1 contre 263.208,0 MBIF), la métallurgie (178.967,3 contre 119.438,2 MBIF), les biens chimiques (51.409,5 contre 34.762,1 MBIF) ainsi que les biens destinés à la construction (113.733,9 contre 90.977,8 MBIF) et à l'alimentation (124.460,7 contre 104.347,0 MBIF). En revanche, les importations de biens destinés à l'agriculture et élevage ont baissé, s'établissant à 77.740,1 contre 85.020,3 MBIF.

La hausse des importations de biens de consommation a été, essentiellement, tirée par les biens alimentaires (195.999,3 contre 174.058,0 MBIF), les textiles (78.935,5 contre 60.222,2 MBIF) et les produits pharmaceutiques (140.848,3 contre 123.812,4 MBIF).

S'agissant des importations de biens d'équipement, leur hausse, a principalement concerné les chaudières et engins mécaniques (123.180,7 contre 99.045,3 MBIF), les pièces et outillages (38.911,2 contre 29.135,6 MBIF) et les

tracteurs, véhicules et engins de transport (104.989,3 contre 97.571,9 MBIF). En revanche, les importations du matériel électrique ont diminué, s'établissant à 83.535,8 contre 105.762,5 MBIF.

De même, l'accroissement du volume des importations a concerné toutes les catégories de biens importés : les biens de production (965.489 contre 873.079 tonnes), les biens de consommation (308.881 contre 247.526 tonnes) et, dans une moindre mesure, les biens d'équipement (57.618 contre 55.127 tonnes).

V.TAUX DE CHANGE

Comparé à la même période de 2020, le BIF s'est déprécié de 3,06% par rapport au Dollar américain au mois de décembre 2021; le taux de change mensuel moyen s'est établi à 2.003,55 contre 1.944,06 BIF pour une unité de Dollar américain.

A fin de période 2021, le BIF s'est déprécié de 3,07 % par rapport au Dollar américain, le taux de change est passé de 1.946,40 à 2.006,10 BIF pour une unité de Dollar américain de fin décembre 2020 à fin décembre 2021.

VI. FINANCES PUBLIQUES

Le déficit global des finances publiques (hors dons) a diminué à fin décembre 2021 par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 449.478,8 contre 661.293,4 MBIF, suite à l'augmentation des recettes combinée avec la diminution des dépenses.

VI.1. Recettes

Les recettes ont augmenté de 6,8% au mois de décembre 2021, par rapport à la même période de l'année 2020, s'établissant à 111.411,9 contre 104.277,5 MBIF. Cet accroissement a concerné les recettes fiscales (+3.291,0 MBIF) et non fiscales (+3.843,4 MBIF).

Les recettes cumulées ont augmenté de 15,3% à fin décembre 2021, s'établissant à 1.237,3 contre 1.073,3 Mds de BIF à fin décembre 2020, en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+128.380,6 MBIF) et non fiscales (+35.674,1 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses engagées au mois de décembre 2021 ont augmenté de 23,8% par rapport à la même période de 2020, s'établissant à 137.574,9 contre 111.108,5 MBIF. Par contre, les dépenses cumulées ont légèrement diminué de 2,8% à fin décembre 2021, se fixant à 1.686,8 contre 1.734,6 Mds de BIF en 2020.

Les dépenses de personnel cumulées ont diminué de 9,0% à fin décembre 2021, s'établissant à 484.297,8 contre 532.122,9 MBIF à la même période de 2020.

VI.3. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 11,6% à fin décembre 2021, se fixant à 4.338,3 contre 3.886,3 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'augmentation, à la fois, de la dette intérieure (+7,5%) et de la dette extérieure (+23,1%).

Par rapport au mois précédent, la dette publique a fléchi de 0,5%, en rapport avec la diminution de la dette intérieure (-0,9%), la dette extérieure ayant légèrement augmenté de 0,5%.

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 212.847,5 MBIF à fin décembre 2021, passant de 2.850,4 à 3.063,2 Mds de BIF, principalement en liaison avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+184.897,5 MBIF) et le secteur non financier (+ 37.750,0 MBIF), plus spécialement sous forme de titres du Trésor détenus par les banques commerciales (+201.415,1 MBIF) et les Établissements Financiers (+39.750,0 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a baissé de 28.058,7 MBIF, en rapport avec la diminution de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (-35.858,7 MBIF), l'endettement de l'Etat envers le secteur non financier ayant augmenté de 7.800,0 MBIF.

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure a augmenté de 239,3 Mds de BIF à fin décembre 2021, passant de 1.036,0 à 1.275,3 Mds de BIF, en liaison avec les tirages (242,0 Mds de BIF) et les plus-values de réévaluation (19.521,1 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette (22.281,6 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette extérieure s'est légèrement accrue de 0,5% à fin décembre 2021, se fixant à 1.275,3 contre 1.269,0 Mds de BIF, en

rapport avec les nouveaux tirages (5.162,1 MBIF) et les moins-values de réévaluation (1.336,1 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette (265,5 MBIF).

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure s'est accrue de 19,4% à fin décembre 2021, se fixant à 635,7 contre 532,2 MUSD à la même période de l'année précédente.

VII. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté au mois de décembre 2021, en rapport avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets.

VII.1. Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire a légèrement augmenté de 1,1% à fin décembre 2021 contre 11,6% à la même période de 2020, s'établissant à 787.639,5 contre 778.976,7 MBIF. La décélération du rythme de croissance de la base monétaire a porté sur les billets et pièces en circulation (+12,7 contre +21,4%), tandis que les dépôts des banques commerciales à la Banque Centrale ont baissé de 27,5% contre une augmentation 3,9% à la même période de 2020.

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue à fin novembre 2021 à un rythme légèrement moins rapide qu'à la même période de 2020 (+22,3 contre +24,1%), s'établissant à 3.344,1 contre 2.733,8 Mds de BIF. Cette décélération du taux de croissance de M3 a porté sur la masse monétaire M2 (+22,3 contre +25,4%), tandis que les dépôts en devises

des résidents ont augmenté leur taux de progression (+22,9 contre +10,2%).

La décélération du taux de croissance de la masse monétaire M2 a porté sur les dépôts à vue (+18,6 contre +28,0%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+9,4 contre +20,4%). Par contre, les dépôts à terme et d'épargne se sont accrus à un rythme plus rapide qu'à la même période de 2020 (+36,9 contre +23,7%).

Le ralentissement du rythme de croissance des dépôts à vue en BIF a concerné les avoirs des ménages (+24,4 contre +42,4%), les autres sociétés non financières (+9,3 contre +17,4%) et ceux classés dans les autres comptes (+20,6 contre +26,5%). En revanche, les dépôts à vue des sociétés non financières publiques ont accéléré leur progression (+68,9 contre +19,7%).

L'augmentation du taux de croissance des dépôts à terme et d'épargne en BIF a concerné ceux des ménages (+40,6 contre +12,7%) et ceux classés dans les autres comptes (+27,0 contre +15,2%). Par contre, ceux des autres sociétés non financières ont décéléré leur rythme de progression (+37,3 contre +46,7%) au moment où les dépôts à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont diminué, comme à la même période de 2020 (-19,7 contre -42,7%).

L'augmentation des avoirs en devises des résidents a porté sur ceux des ménages (+33,2 contre +15,3%) et des autres sociétés non financières (+20,6 contre +22,6%). En revanche, les avoirs en devises classés dans les autres comptes (-3,3 contre -13,9%) et ceux des sociétés

non financières publiques (-14,2 contre +75,8%) ont diminué.

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur (4.284,7 contre 3.463,0 Mds de BIF) s'est accru à un rythme légèrement plus rapide à fin décembre 2021 qu'à la même période de 2020 (+23,7 contre +22,5%), en liaison avec l'évolution contrastée de ses composantes. De fait, les créances nettes sur l'Etat ont diminué (-4,6%) alors qu'elles avaient augmenté à la même période de 2020 (+25,1%), tandis que les créances sur l'économie se sont accrues à un rythme plus rapide qu'à fin décembre 2020 (+63,7 contre +16,6%).

La diminution des créances nettes sur l'Etat a porté sur celles de la Banque centrale, à la suite de l'augmentation des dépôts de l'Etat (+54,8 contre +14,8%), en liaison avec l'encaissement par le Trésor des fonds de contrepartie de la Facilité de Crédit Rapide du FMI. En revanche, les créances nettes des banques commerciales sur l'Etat ont augmenté, mais à un rythme moins rapide qu'à la même période de 2020 (+10,4 contre +24,9%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont diminué à fin novembre 2021 (-117.584,4 MBIF). Cette diminution a résulté de l'augmentation engagements extérieurs (+449.444,9 MBIF) qui ont dépassé celle des avoirs extérieurs bruts (+331.860,5 MBIF).

Les réserves officielles de changes ont sensiblement augmenté (+191,4 contre -14,0%), en rapport avec la nouvelle allocation de DTS et la Facilité de Crédit

Rapide octroyés par le FMI. Ces réserves couvraient 3,2 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021 contre 1,1 mois à fin décembre 2020.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

Comparé à fin décembre 2020, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré à fin décembre 2021, en liaison avec la hausse des dépôts de la clientèle et des refinancements de la Banque centrale aux banques, du côté du passif. Cette amélioration est également liée à l'augmentation des crédits à l'économie, du côté actif.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 26,6% en glissement annuel, se fixant à 4.929,2 Mds de BIF à fin décembre 2021 contre 3.894,3 Mds de BIF à fin décembre 2020. Cet accroissement est essentiellement expliqué par une hausse de 52,3% des crédits à l'économie, dont l'encours est passé de 1.310,9 à 1.996,0 Mds de BIF, et une augmentation de 11,5% des engagements de l'Etat sous formes des titres du Trésor (1.818,7 contre 1.631,8 Mds de BIF).

A fin décembre 2021, la proportion des crédits à l'économie dans l'actif du secteur bancaire a augmenté de 6,8 points de pourcentage, atteignant 40,5% contre 33,7% à fin décembre 2020. En revanche, la part des titres du Trésor a reculé de 5,0 points de pourcentage, se fixant à 36,9% contre 41,9% à fin décembre 2020.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 19,8%, en glissement annuel, passant de 2.351,4 MBIF à fin décembre 2020 à 2.816,1 Mds de BIF à fin décembre 2021. Les refinancements de la BRB aux Etablissements de crédits ont augmenté de 77,5%, se fixant à 530,8 contre 299,1 Mds de BIF.

La part des dépôts dans les principales ressources du secteur a baissé de 4,7 points de pourcentage, se fixant à 66,5% fin décembre 2021 contre 71,2% à fin décembre 2020. Par contre, celle des refinancements de la BRB a augmenté de 3,4 points de pourcentage, passant de 9,1 à 12,5%

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Par rapport à fin décembre 2021, le niveau de capitalisation du secteur bancaire et la qualité de son portefeuille crédits se sont améliorés à fin décembre 2021. Les ratios de solvabilité ont légèrement augmenté tandis que les ratios de rentabilité ont légèrement diminué.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres ont augmenté de 29,3% à fin décembre 2021, se fixant à 595,4 contre 460,4 Mds de BIF à fin décembre 2020. Les ratios de solvabilité¹ de base et globale ont légèrement augmenté, se fixant respectivement à 21,6% contre 20,8% et à 23,1% contre 22,4%. De même,

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale).

le ratio de levier² a légèrement augmenté de 11,0% à 11,3%.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 3,4% à fin décembre 2021 contre 5,3% à fin décembre 2020. L'encours des prêts non performants a baissé de 1,5% à fin décembre 2021, s'établissant à 68.344,8 contre 69.380,1 MBIF. Cette baisse est liée à la radiation des créances compromises vieilles de 2 ans dans les bilans des Etablissements de crédits.

Le taux de détérioration du portefeuille crédits a diminué dans l'agriculture (3,7 contre 14,8%), le commerce (2,7 contre 5,0%), le tourisme (9,6 contre 15,2%), la construction (3,4 contre 4,7%) et l'équipement (3,1 contre 5,8%). Par contre, il a légèrement augmenté de 0,7% à 1,0% dans le portefeuille crédits alloué à l'industrie.

IX.3. Concentration du portefeuille crédit

L'exposition du secteur bancaire vis-à-vis des grands risques³ s'est accrue de 92,0% à fin décembre 2021, s'établissant à 759,1 Mds de BIF contre 395,5 Mds de BIF à fin décembre 2020. L'encours des grands risques représentait 38,0% du portefeuille global contre 30,2% au mois correspondant de 2020.

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

L'exposition du secteur bancaire vis-à-vis du commerce demeure prépondérante. La part du crédit dans le secteur commerce par rapport au volume global du crédit à l'économie s'est établi à 30,8% à fin décembre 2021 contre 30,4% à fin décembre 2020. L'encours du crédit au commerce est passé de 476.775,0 à 586.423,6 MBIF.

IX. 4. Rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 12,8% en glissement annuel, s'établissant à 331.106,3 MBIF à fin décembre 2021 contre 293.545,9 MBIF.

De même, le Résultat Net a augmenté de 18,1%, atteignant 166.615,3 contre 141 069.1MBIF. Par contre, les Rendements des Actifs (ROA) et des Fonds Propres (ROE) se sont respectivement établis à 3,4 et à 28,0% à fin décembre 2021 contre 3,6 et 30,6% à fin décembre 2020.

IX. 5. Liquidité

Le montant des gros dépôts⁴ a augmenté de 11,5% en glissement annuel, se fixant à 1.208,5 Mds de BIF à fin décembre 2021 contre 1.083,5 Mds de BIF à fin décembre 2020. Néanmoins, leur proportion dans le total des dépôts du secteur a baissé, se fixant à 42,9% contre 46,1%.

⁴ Les gros dépôts se définissent comme étant la somme des dépôts des 10 premiers déposants dans chaque établissement de crédit.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	oct- 2020	nov- 2020	déc- 2020	oct- 2021	nov- 2021	déc- 2021
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	199,6	147,9	138,3	163,6	146,5	168,1
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	16 228,4	17 482,2	18 580,1	3 680,9	4 007,6	11 360,3
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	42 140,4	46 250,5	51 240,0	42 966,3	47 249,5	52 124,9
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	119,3	122,6	123,1	131,3	133,2	135,4
5. Taux d'inflation(en %)	7,0	9,0	8,0	9,9	8,6	10,0
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	884 883,5	968 989,9	1 073 267,4	1 032 660,5	1 125 910,1	1 237 322,0
1.1. Recettes fiscales (cumul)	795 138,0	872 169,5	970 491,0	914 983,5	997 259,1	1 098 871,5
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	89 745,4	96 820,4	102 776,4	117 677,0	128 651,1	138 450,5
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées (MBIF)	1 489 439,7	1 623 452,2	1 734 560,7	1 440 017,3	1 549 225,9	1 686 800,8
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	453 256,5	492 940,2	532 122,9	403 770,8	443 946,0	484 297,8
3. Dette publique (en MBIF)	3 819 683,0	3 847 405,1	3 886 318,5	4 362 689,0	4 360 280,6	4 338 454,6
3.1. Encours dette intérieure	2 806 619,6	2 824 132,4	2 850 353,5	3 097 565,3	3 091 259,7	3 063 201,0
dont bons et obligations du Trésor	1 763 000,2	1 779 700,1	1 816 692,6	2 052 646,6	2 043 143,0	2 046 057,7
avance ordinaire BRB	-	-	-	-	61 719,1	36 124,9
3.2. Encours dette extérieure (en MBIF)	1 013 063,4	1 023 272,7	1 035 965,0	1 265 123,7	1 269 020,9	1 275 253,6
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	523,8	527,7	532,9	634,6	635,0	638,1
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	3 449,5	1 580,6	-	3 481,1	4 130,8	300,0
dont amortissements	2 706,6	315,0	-	2 858,7	2 112,9	265,5
3.4. Tirages sur prêts extérieurs (en MBIF)	8 976,4	4 107,7	2 624,2	163 462,5	6 419,5	5 162,1
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	702 346,1	716 459,9	778 976,7	840 891,7	838 968,6	787 639,5
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	2 582 417,3	2 660 602,4	2 733 847,0	3 352 463,4	3 329 557,2	3 344 079,4
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	2 370 082,4	2 443 293,1	2 526 518,5	3 095 486,3	3 071 338,5	3 089 368,7
3. Crédit intérieur (en MBIF)	3 387 596,1	3 424 015,3	3 463 032,7	4 199 597,8	4 270 713,2	4 284 732,1
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	2 000 056,6	2 014 228,3	2 025 750,7	1 963 536,6	1 958 637,8	1 932 441,1
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	- 279 121,8	- 281 797,2	- 205 016,1	- 276 907,5	- 321 493,8	- 322 600,5
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	301 850,0	300 250,0	278 620,0	70 000,0	80 000,0	150 000,0
6.2 Reprise de liquidité						
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	3,44	3,74	3,86	3,31	3,48	3,81
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	4,64	4,98	4,86	4,27	4,23	4,22
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	4,20	4,45	4,61	4,73	4,63	4,60
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	2,36	2,91	3,93	4,16	4,36	2,93
7.6. Facilité de prêt marginal	6,60	6,60	6,87	6,46	6,43	6,88
7.7. Marché interbancaire	4,73	4,93	5,06	5,45	5,87	5,78
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,62	5,61	5,66	5,88	6,02	6,08
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	15,36	15,26	15,18	13,74	13,60	13,36
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Bujia)	255 476,23	283 476,81	310 993,23	193 294,78	302 596,55	326 247,13
dont Café Arabica	32 576,55	46 173,99	58 726,85	35 595,53	46 352,08	54 427,87
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	80 581,25	94 632,81	105 857,82	85 402,00	93 815,00	102 499,79
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	116,63	36,94	84,71	180,31	192,20	191,35
- BIF/Kg	4 940,70	1 629,11	3 553,39	7 890,21	8 443,55	8 422,14
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	35 349,70	46 943,30	62 637,80	40 436,10	51 557,70	59 087,50
2. Importations (cumul en MBIF)	1 454 042,8	1 584 184,2	1 741 908,0	1 669 853,9	1 846 208,1	2 035 263,8
dont produits pétroliers	226 186,1	242 111,7	263 208,0	260 673,1	288 516,9	329 495,1
2.1. Volume des importations (cumul en T)	963 987,4	1 071 031,0	1 175 731,2	1 106 231,2	1 228 475,7	1 331 987,4
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	88,0	87,3	85,4	86,0	86,8	87,2
3.1.2. Réel	92,7	94,4	92,4	96,0	97,9	99,6
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 936,54	1 941,40	1 946,40	1 995,68	2 000,81	2 006,10
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 934,21	1 939,15	1 944,06	1 993,51	1 998,38	2 003,55
(1): la campagne café commence au mois d'avril et se termine au mois de mars de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/12/2020	31/12/2021	Variation en %	31/12/2020	31/12/2021	Variation en %	31/12/2020	31/12/2021	Variation en %
I. EMPLOIS	3 628 220,2	4 829 796,6	33,1	266 031,1	99 416,2	- 62,6	3 894 251,2	4 929 212,8	26,6
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 113 926,0	4 127 240,7	32,5	227 726,3	84 417,5	- 62,9	3 341 652,3	4 211 658,2	26,0
A. Actifs Liquides	2 006 772,1	2 210 744,4	10,2	23 968,4	4 871,8	- 79,7	2 030 740,5	2 215 616,2	9,1
Caisse	87 465,9	88 822,4	1,6	7,5	10,7	43,0	87 473,4	88 833,1	1,6
B.R.B.	219 585,5	176 157,6	- 19,8	3 223,3	406,2	- 87,4	222 808,9	176 563,8	- 20,8
Avoirs auprès des banques et assimilés	85 553,1	129 706,7	51,6	3 118,6	1 815,8	- 41,8	88 671,7	131 522,5	48,3
Prêts à l'Etat	1 614 167,6	1 816 057,7	12,5	17 618,9	2 639,1	- 85,0	1 631 786,6	1 818 696,8	11,5
Bons, Obligations du Trésor	1 547 353,6	1 710 128,5	10,5	17 618,9	2 639,1	- 85,0	1 564 972,6	1 712 767,6	9,4
Autres Titres	66 814,0	105 929,2	58,5	-	-	-	66 814,0	105 929,2	58,5
B. Crédits	1 107 153,9	1 916 496,4	73,1	203 757,9	79 545,7	- 61,0	1 310 911,8	1 996 042,1	52,3
Court terme	595 414,3	875 219,2	47,0	3 066,2	323,6	- 89,4	598 480,5	875 542,8	46,3
Moyen terme	316 276,8	530 651,0	67,8	38 562,7	9 200,5	- 76,1	354 839,5	539 851,5	52,1
Long terme	195 462,7	510 626,1	161,2	162 129,0	70 021,6	- 56,8	357 591,8	580 647,7	62,4
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	178 488,22	205 999,3	15,4	9 379,8	3 153,9	- 66,4	187 868,0	209 153,2	11,3
I.3. Autres emplois	335 805,94	496 556,5	47,9	28 925,0	11 844,9	- 59,0	364 730,9	508 401,4	39,4
II. RESSOURCES	3 628 220,2	4 829 796,6	33,1	266 031,1	99 416,2	- 62,6	3 894 251,2	4 929 212,8	26,6
II.1. Principales ressources	3 100 583,0	4 161 555,6	34,2	200 180,6	71 368,6	- 64,3	3 300 763,6	4 232 924,2	28,2
Clientèle	2 201 497,2	2 785 802,7	26,5	149 885,7	30 284,3	- 79,8	2 351 382,9	2 816 086,9	19,8
dont 10 grands dépôts des banques	1 065 788,0	1 208 518,6	13,4	17 679,5	-	-	1 083 467,5	1 208 518,6	11,5
Refinancement auprès B.R.B.	296 859,3	512 988,4	72,8	2 231,2	17 844,8	-	299 090,5	530 833,2	77,5
Dettes envers banques et assimilés	267 016,9	419 190,6	57,0	6 440,7	3 924,9	- 39,1	273 457,5	423 115,4	54,7
Capital et réserves	335 209,7	443 574,0	32,3	41 623,0	19 314,7	- 53,6	376 832,7	462 888,6	22,8
II.2. Autres ressources	527 637,2	668 241,0	26,6	65 850,5	28 047,6	- 57,4	593 487,6	696 288,6	17,3
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets (en MBIF)	388 246,1	536 708,1	38,2	40 457,0	18 986,9	- 53,1	428 703,1	555 695,0	29,6
Fonds propres (en MBIF)	411 629,0	571 856,4	38,9	48 798,1	23 580,0	- 51,7	460 427,1	595 436,5	29,3
Risques pondérés	1 831 864,4	2 472 145,8	35,0	225 181,1	104 288,7	- 53,7	2 057 045,6	2 576 434,6	25,2
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,2	21,7		18,0	18,2		20,8	21,6	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,5	23,1		21,7	22,6		22,4	23,1	
Ratio de levier (norme 5%)	10,7	11,1		15,2	19,1		11,0	11,3	
Concentration du portefeuille crédits									
Grands risques	386 489,2	754 754,5	95,3	8 964,1	4 345,2	- 51,5	395 453,4	759 099,7	92,0
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	34,9	39,4	-	4,4	5,5	-	30,2	38,0	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	30,5	39,7	-	76,6	80,0	-	33,7	40,5	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	44,5	37,6	-	6,6	2,7	-	41,9	36,9	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	415,8	338,4	-	43,5	13,9	-	380,6	327,3	-
Qualité du portefeuille crédits									
Impayés	107 102,6	181 134,7	69,1	32 551,8	969,3	- 97,0	139 654,4	182 104,0	30,4
Créances à surveiller	46 936,4	113 449,1	141,7	23 337,8	310,1	- 98,7	70 274,2	113 759,2	61,9
Créances Non performantes	60 166,2	67 685,6	12,5	9 213,9	659,2	- 92,8	69 380,1	68 344,8	- 1,5
Créances pré douteuses	7 392,5	18 643,9	152,2	4 445,9	383,7	- 91,4	11 838,4	19 027,6	60,7
Créances douteuses	13 055,5	12 864,6	- 1,5	2 478,6	170,6	- 93,1	15 534,1	13 035,2	- 16,1
Créances compromises	39 718,2	36 177,1	- 8,9	2 289,5	104,9	- 95,4	42 007,7	36 282,0	- 13,6
Dépréciations	41 625,3	36 721,5	- 11,8	3 371,1	267,0	- 92,1	44 996,3	36 988,5	- 17,8
Taux des prêts non performants	5,4	3,5	-	4,5	0,8	-	5,3	3,4	-
Taux d'impayés	9,7	9,5	-	16,0	1,2	-	10,7	9,1	-
Taux de provisionnement	69,2	54,3	-	36,6	40,5	-	64,9	54,1	-
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	213,5	192,8	-	-	-	-	213,5	192,8	-
Coefficient de liquidité en devises	172,4	135,5	-	-	-	-	172,4	135,5	-
Total crédits/total dépôts (en %)	50,3	68,8	-	135,9	262,7	-	55,8	70,9	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	94,0	99,0	-	198,1	265,6	-	106,7	101,2	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	48,4	43,4	-	11,8	-	-	46,1	42,9	-
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	136 265,4	167 533,6	22,9	10 800,7	8 813,5	- 18,4	147 066,1	176 347,1	19,9
Résultat net de l'exercice	131 501,5	160 537,5	22,1	9 567,6	6 077,8	- 36,5	141 069,1	166 615,3	18,1
Produit Net Bancaire	271 866,3	321 961,7	18,4	21 679,7	9 144,6	- 57,8	293 545,9	331 106,3	12,8
ROA	3,62	3,32		3,60	6,11		3,6	3,4	
ROE	31,95	28,07		19,61	25,78		30,6	28,0	

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	3,2	3,8	5,3	4,5	-0,5
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,6	16,1	-2,6	-0,8	7,5
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	117,7	172,3	180,0	179,7	162,2
Importations, CAF (en millions de dollar)	615,2	756,0	793,5	887,7	909,6
Volume des exportations (en tonnes)	84 614,0	93 125,0	103 218,0	102 721,0	105 858,0
Volume des importations (en tonnes)	708 203,0	822 514,0	976 694	1 143 866,0	1 175 731,0
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-326,8	-370,9	-345,9	-348,4	-315,8
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 657,4	1 732,2	1 784,8	1 848,6	1 915,1
Taux de change BIF/USD (à fin de période)	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4
Réserves de change brutes (en millions de USD, à fin de période)	95,4	102,2	70,3	113,4	109,7
Réserves de change brutes (en mois d'import. de biens et services)	1,5	1,7	1,0	1,5	1,1
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-176 523,1	-154 400,0	-203 201,0	-206 340,3	-205 016,1
Crédit intérieur (en Mds de BIF)	1 767,1	2 005,0	2 369,5	2 827,6	3 475,3
Créances nettes sur l'Etat (en Mds de BIF)	905,9	1 112,2	1 337,5	1 618,9	2 025,8
Créances sur l'économie(en Mds de BIF)	861,3	892,9	1 038,6	1 208,6	1 449,5
Masse monétaire (M3 en Mds de BIF)	1 187,1	1 499,5	1 797,5	2 202,8	2 728,0
Masse monétaire (M2 en Mds de BIF)	1 093,1	1 340,9	1 326,0	2 014,7	2 520,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,3	4,5	3,1	2,6
Base monétaire (Taux de croissance)	29,2	39,0	-3,3	23,6	11,6
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,10	2,79	2,90	2,65	2,86
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	8,60	7,13	5,80	5,43	6,22
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	7,70	5,96	5,60	5,25	5,45
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	-	14,03	13,23	12,45	12,46
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,50	16,16	15,90	15,65	15,24
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	15,3	15,8	17,7	20,0	19,5
Dépenses (en % du PIB)	21,1	20,1	22,2	24,4	25,6
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)					
- dons exclus	-8,2	-6,9	-8,0	-8,4	-9,5
- dons inclus	-5,8	-4,3	-4,5	-4,4	-6,1
Dettes intérieure (en Mds de BIF; encours de fin de période)	1 374,1	1 647,8	1 937,8	2 317,5	2 851,2
Dettes extérieure (en MUS\$; encours de fin de période)	429,1	440,5	451,1	504,1	532,2
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations des B+S)	4,2	5,1	3,2	5,0	5,4
Dettes extérieure (en % du PIB)	14,7	13,6	13,8	15,3	15,6
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	4 938,2	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 655,6
(p)= provisoire					

Source : BRB